



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

INCENDIE DE L'USINE LUBRIZOL DE ROUEN

Question au Gouvernement n° 2226

Texte de la question

INCENDIE DE L'USINE LUBRIZOL DE ROUEN

M. le président. La parole est à M. Hubert Wulfranc.

M. Hubert Wulfranc. Rouen Lubrizol, c'est une catastrophe nationale de la Seine-Maritime aux Hauts-de-France.

Rouen Lubrizol, c'est un état de choc mais aussi de colère, toujours intacte dans la population.

Rouen Lubrizol, c'est une exigence de transparence que vous avez vous-même revendiquée.

Rouen Lubrizol, c'est donc, à la lumière de la publication imminente de la liste des produits incendiés, l'urgence de réaliser des études de qualité de l'air, de l'eau et des sols, supplémentaires et indépendantes, en lien avec les élus, les organisations professionnelles et les associations.

Rouen Lubrizol, c'est la nécessité d'effectuer tout de suite un bilan sanitaire individualisé pour ceux qui ont été aux avant-postes dans la lutte contre l'incendie et les salariés travaillant dans le périmètre immédiat.

Rouen Lubrizol, ce sont aussi des centaines d'emplois, des salariés dont l'avenir immédiat doit être assuré. C'est une indemnisation rapide des agriculteurs, le couteau déjà sous la gorge. C'est enfin l'exercice sans délai du droit des parlementaires à mener une mission d'enquête sur le terrain.

Rouen Lubrizol, c'est tout cela et sans doute plus encore. Monsieur le Premier ministre, êtes-vous prêt à défendre et à faire aboutir ces demandes ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR. – M. Régis Juanico applaudit également.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de la transition écologique et solidaire.

Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire. Comme le Premier ministre et comme d'autres collègues, je me suis rendue sur le site de Lubrizol. Je mesure donc parfaitement l'inquiétude et l'émotion des habitants, qui ont été témoins de la très grave catastrophe industrielle survenue à Rouen la semaine dernière.

Je tiens à réaffirmer la plus grande exigence et la transparence qui guident l'action du Gouvernement. De nombreuses mesures ont été réalisées dès la nuit de l'incendie. Après analyse, des résultats ont été rendus publics, suivis le lendemain de résultats complémentaires. L'ensemble de ces résultats continueront d'être présentés sur le site internet de la préfecture.

Les analyses visent effectivement à rechercher les polluants habituels en cas d'incendie dans l'air, mais nous surveillons également la qualité de l'eau et les retombées du nuage de fumée qui, comme vous l'avez souligné, s'étend au-delà de la Seine-Maritime, jusqu'à Valenciennes.

Comme M. le Premier ministre vous l'a indiqué, la liste des produits présents sur le site sera communiquée par le préfet cet après-midi. Sur la base de cette liste, Mme la ministre des solidarités et de la santé et moi-même allons interroger l'INERIS – l'Institut national de l'environnement industriel et des risques – et l'ANSES – l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail – pour connaître leurs recommandations, que nous mettrons évidemment en œuvre, qu'il s'agisse d'effectuer des prélèvements supplémentaires ou de rechercher la présence de produits supplémentaires.

Je vous assure à nouveau de la volonté du Gouvernement de faire toute la transparence sur cet accident industriel et d'en tirer toutes les conséquences.

M. le président. La parole est à M. Hubert Wulfranc.

M. Hubert Wulfranc. Je me permets de vous rappeler, madame la ministre, le lourd contexte dans lequel cet événement intervient. La majorité a diminué le rôle des comités d'hygiène et de sécurité dans les entreprises, ainsi que de l'autorité environnementale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR, sur plusieurs bancs des groupes SOC et FI, sur quelques bancs du groupe LT et parmi les députés non inscrits.*) Elle a renforcé le secret des affaires industrielles. Vous ne semblez pas mesurer la nocivité de ces dispositions dans un tel contexte ! (Mêmes mouvements.)

Données clés

Auteur : [M. Hubert Wulfranc](#)

Circonscription : Seine-Maritime (3^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2226

Rubrique : Pollution

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 octobre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 octobre 2019](#)